



LE TRAIT D'UNION

Dispensé de timbrage
LONS LE SAUNIER—CTC

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Directeur de Publication : Dominique BERNER
Mensuel imprimé par nos soins
Commission Paritaire 0614 S 05500
UD - UL - SYNDICATS- ISSN °0241 - 9505

N°307
Juin 2011

DEPOSE LE 30/06/2011

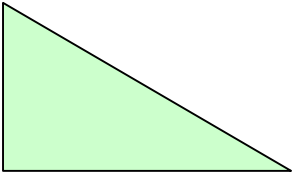
Prix : 0,15 €

**REFUS DE L'AUSTERITE!!!
DE L'INDIGNATION À L'ACTION
EXIGEONS UNE EUROPE SOCIALE!!!**



SOMMAIRE

- ✓ MBF doit vivre
- ✓ Actions - Activités syndicales
- ✓ Pétition hôpital DOLE
- ✓ Nos stages - Elections
- ✓ Vers une mobilisation à la rentrée
- ✓ Sécurité sociale
- ✓ Journées d'étude - Prochains stages
- ✓ PUB « Touristra »
- ✓ Kankoihouki



MBF DOIT VIVRE...

Les salariés de MBF Technologies à St Claude sont en lutte depuis le 1^{er} juin 2011, suite à l'annonce d'un plan de 199 suppressions d'emplois.

Cette entreprise a déjà perdu la moitié de ses effectifs entre juillet 2007 (date du rachat par le groupe ARCHE) et début 2011. Ce nouveau plan de licenciement, diminuerait encore les effectifs de près de la moitié, ce qui est intolérable.



L'intersyndicale CGT/CFDT/FO a fait les propositions suivantes, validées par les salariés :

- le gel du plan de licenciement, (pour permettre l'ouverture de négociations)
- responsabilité sociale des donneurs d'ordres, qui doivent s'engager sur un maintien de la charge de travail pour 450 salarié-es,
- la tenue d'une table ronde réunissant les donneurs d'ordre (PSA et Renault), le groupe ARCHE, l'Etat, les élus et les syndicats, avec comme points à débattre :

- un accord tripartite donneurs d'ordres/Etat/Arche,
- un plan d'investissement pluri-annuel,
- un audit au bout de 6 mois sur la situation en cours,
- et un point particulier sur la mise en place d'un dialogue social.

Depuis le 1^{er} juin le Syndicat CGT MBF et l'Union Locale CGT de Saint Claude sont mobilisés : informations à la population, contacts avec les commerçants, organisation d'une manifestation de soutien qui a réuni 350 personnes le 17 juin dernier, ...

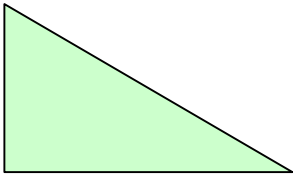
Le 24 juin s'est tenu à Lyon une première table ronde (enfin !).

Le lundi 27 juin, une réunion au Ministère de l'Industrie s'est tenue en présence des donneurs d'ordre (PSA et Renault), du groupe ARCHE, des syndicats et des pouvoirs publics afin de rechercher une solution.

Pour la CGT, participaient Jacques BAQUIER (Comité Régional CGT), Raphaëlle MANIERE (Secrétaire général UD Jura), et les représentants CGT MBF.

Vous pouvez suivre ce dossier sur notre site : www.cgtjura.fr





Actions

Journée d'action FONCTION PUBLIQUE le 31 mai :

Un rassemblement départemental et intersyndical à Lons pour la défense de l'emploi et la revalorisation salariale. A moins de 6 mois des élections professionnelles, la CGT se mobilise avec les agents de la fonction publique...



Activités syndicales

Congrès EDF Franche Comté Sud:

Le syndicat EDF Franche Comté Sud s'est réunis en congrès les 26 et 27 mai dernier. 3 axes principaux ont été débattus :

- l'organisation du syndicat en territorialité pour impulser l'activité syndicale auprès de tous les salariés de l'énergie.
- Une activité spécifique et renforcée en direction des agents de maîtrise et des cadres suite à l'évolution du salariat dans les entreprises.
- La mise en place d'un secteur jeune avec la volonté de constituer un vivier de militants pour faire évoluer et progresser le syndicat.

Une nouvelle organisation voit ainsi le jour avec notamment la création d'un Collectif d'Animation et d'Impulsion, le **CAI**. Il remplace le secrétariat et sera chargé de faire vivre l'activité syndicale à tous les niveaux.

A l'issue du congrès, J. C. Jacottot, 41 ans, a été élu secrétaire général. Un des secrétaires adjoint, Cédric Paquelet, âgé de 28 ans aura en charge le secteur jeune.



Lunetterie Henry Jullien – LONS :

Le syndicat CGT et une vingtaine de salariés sont allés demander des comptes au Président de la communauté de commune de Lons à la dernière réunion CCBL du 20 juin. Un tract CGT a été diffusé à tous les élus. Les salariés avec leur syndicat continuent de demander une table ronde. Le 4 juillet les salariés renouvelleront leur action cette fois au conseil municipal de Lons. Le combat continue pour l'emploi...

Maintien du service Réanimation à l'hôpital de DOLE :

A la demande de la CGT et des salariés du service Réanimation de l'Hôpital de Dole, l'ARS a reçu une délégation le 14 juin dernier. C'était l'occasion de rappeler notre exigence de maintien de ce service sur l'hôpital de Dole, le maintien de la réanimation conditionnant l'existence même d'un Hôpital Général sur le secteur de Dole capable d'assurer tous les soins. La directrice de l'ARS s'est voulue rassurante... et assure que ni le service de Réanimation, ni l'Hôpital ne sont menacés. Elle doit le confirmer par écrit. A suivre. Une pétition est en cours pour maintenir la pression (voir page suivante).





SANS MAINTIEN DE LA RÉANIMATION, PAS D'HOPITAL PUBLIC !!!!
LES QUESTIONS DE SANTE.....C'EST L'AFFAIRE DE TOUTES ET TOUS

Le personnel de la Réanimation a été alerté, par les déclarations de la Direction,
Sur le devenir de L'hôpital Louis Pasteur, suite à des réunions avec les Médecins et l'Agence Régionale de la Santé de Franche-Comté.

D'une part, la Réa du CH. de Lons manque cruellement de Médecins de Réa., et tourne actuellement par la seule implication supplémentaire des Médecins Anesthésistes...

D'autre part, le C.H.U. de Besançon a ouvert en 2010, dix lits supplémentaires de Réa et enfin, un frein a été mis sur les investissements prévus pour la réanimation de Dole.

Ces indicateurs sont-ils annonciateurs de fermeture du service de la réanimation sur l'hôpital de Dole ?

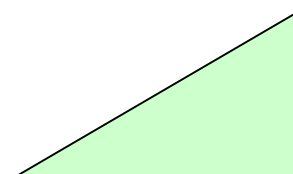
L'ARS a décidé que dorénavant, la Franche-Comté, au lieu de compter 6 territoires de Santé, n'en compterait plus QU'UN. De cela, il découle une « illégitimité », que sur un même territoire (comme le département du Jura), il existe plusieurs offres publiques de soins !!

A ce jour, nous ne savons pas si la Réanimation de l'Hôpital Pasteur va être pérennisée et vous le savez,
SANS REA, PAS de CHIRURGIE, NI DE MATERNITE !!

Bref, il n'y aurait plus qu'à prendre sa voiture pour accéder, 50 km plus loin, à une offre de soins publique !
Cela serait inacceptable. C'est pourquoi, nous vous demandons de signer cette pétition pour le maintien de la réanimation à l'hôpital de Dole.

NOMS Prénoms	ADRESSES	SIGNATURES

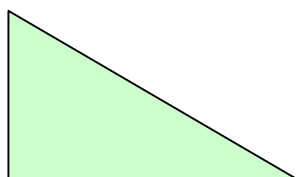
Nos stages



Stage vie syndicale à Dole :

Ce stage s'est tenu les 7 et 8 juin en présence d'une dizaine de militants. Il était animé par Dominique BERNER. Cette formation permet de mieux appréhender l'ensemble de ce qui fait l'activité dans un syndicat, les éléments à connaître : la représentativité, l'organisation des élections, le fonctionnement du syndicat, etc ...

Une formation identique sera organisée pour le secteur du Haut Jura, à l'UL de St Claude, les 10 et 11 octobre 2011.



Elections

AAD (Aide et Assistance à Domicile) – Aide à domicile – Dole – 119 salariés :

Représentativité CGT : 100 %.

L'employeur a mis une forte pression sur les salariées dans ce secteur où le syndicalisme est difficile à implanter. La CGT obtient 2 élus.

SOCCRAM – Chaufferies – Lons et Dole :

Représentativité CGT : 58 %.

311 salariés répartis sur toute la France dans 24 sites.

4 élus CGT en CE premier collège,

5 élus en DP premier collège,

1 élu en DP deuxième collège



TFN – Propreté – Agence de DIJON :

Représentativité CGT : 100 %.

436 salariés pour environ 250 équivalents Temps plein.

Dans le premier collège, la CGT obtient : 4 élus en DP titulaire et 4 élus en CE titulaire,

Dans le deuxième collège, la CGT obtient en DP : 1 élu titulaire et 1 élu suppléant,

Et en CE, 1 élu titulaire et 1 élu suppléant.

CCAS EDF –Bourgogne Franche Comté :

Représentativité CGT : 95,35 %.

Cet établissement qui gère les activités sociales et culturelles des salariés d'EDF et GDF emploie plus de 100 salariés à temps plein, la CGT remporte tous les sièges soit :

4 élus CE dans le collège ouvrier et 6 élus CE dans le collège maîtrise,

4 élus DP dans le collège ouvrier et 4 élus DP dans le collège maîtrise.

JURABUS – Transports – St Claude – 105 salariés :

Représentativité CGT : 39,44 %.

La CGT obtient un élu à la DUP dans le premier collège.

NATURALIM – France MIEL – Agroalimentaire – Mouchard – 20 salariés :

Représentativité CGT : 100 %.

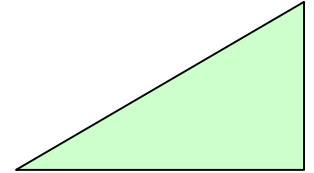
La CGT obtient les 2 élus DP.

ONET – Propreté – Agence de BESANCON – 279 salariés :

Représentativité CGT : 51 %.

Dans cette entreprise également l'employeur a mis une forte pression sur les salariés. La CGT obtient deux élus au CE, et un élu en DP.

Vers une mobilisation à la rentrée



La CGT, avec l'ensemble de ses unions départementales et ses fédérations, a fait l'analyse lors de sa réunion des 15 et 16 juin de la situation sociale. Les préoccupations liées au pouvoir d'achat et à l'emploi restent prioritaires chez les salariés et les retraités et se traduit par un développement des luttes dans les entreprises, parfois de manière inédite dans certains secteurs comme le Commerce.

En Europe, le contexte est marqué par la résistance des peuples concernés par les mesures d'austérité (Grèce, Espagne, Portugal, etc.) et par la préparation de nouvelles politiques visant à réduire les garanties sociales des populations. L'affrontement entre les logiques financières et les justes revendications sociales sont plus que jamais d'actualité. Il est d'ailleurs fort probable en France que le budget de l'Etat et celui de la sécurité sociale vont être l'occasion de nouveaux sacrifices imposés aux salariés et aux retraités.

Dans ce cadre, la CGT réaffirme son opposition au pacte Euro Plus préparé par les chefs d'état et de gouvernement et aux recommandations de la Commission Européenne pour peser sur les politiques économiques des états.

Face à cette situation, l'ensemble des organisations de la CGT estime indispensables de créer les conditions pour que les revendications des salariés soient d'avantage prises en compte dans les politiques publiques et d'entreprises. A cet égard, la CGT condamne la déclaration du Premier Ministre annonçant un nouveau refus d'un coup de pouce au SMIC pour la 5ème année consécutive, au moment même où les plus fortunés du pays obtiennent de nouveaux avantages fiscaux.

Pour la CGT, il y a urgence sur la question des salaires. C'est dans ce sens qu'elle a décidé de porter sa revendication pour un SMIC mensuel brut à 1700 euros.

Le CCN de la CGT s'est prononcé, lors de sa séance des 15 et 16 juin 2011, pour l'organisation d'une journée d'action interprofessionnelle unitaire à la rentrée de septembre destinée à obtenir une autre répartition des richesses créées. Outre la question des salaires et du pouvoir d'achat, cette journée sera l'occasion pour les salariés de s'exprimer sur les conditions de travail et l'emploi, la protection sociale et la défense des services publics. Cette initiative se situerait fin septembre - début octobre.

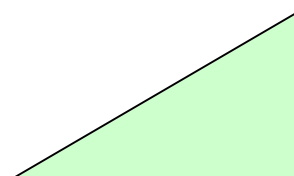
Le CCN a donné mandat à la direction confédérale de rechercher le cadre unitaire le plus large permettant une mobilisation de grande ampleur des salariés du public et du privé autour de leurs revendications.

Sans attendre la CGT invite donc l'ensemble des salariés à s'organiser durant tout l'été et à être résolument à l'offensive dans chaque entreprise. La CGT appelle ses organisations à être à la tête d'initiatives offensives pour porter leurs revendications.

La CGT se félicite d'une progression continue de ses effectifs syndiqués de l'ordre de 10 000 par an pour les 3 dernières années. Elle appelle les salariés à rejoindre plus nombreux encore la CGT



Sécurité sociale : Dernier rapport de la Commission des comptes



Le dernier rapport de la Commission des comptes de la Sécurité sociale conforte la CGT dans sa revendication d'une réforme du financement de la Sécurité sociale

Le rapport de la Commission des comptes de la Sécurité sociale rendu public le 9 juin 2011 fait apparaître une certaine amélioration de la situation financière de la Sécurité sociale. Après le déficit historique de 23,6 Mds € en 2010, elle prévoit que ce dernier ne serait « plus » que de 19 Mds € fin 2011.

Le rapport confirme de manière très claire le diagnostic de la CGT. La dégradation considérable des comptes de la « Sécu » ne résulte pas de dépenses trop élevées (leur croissance a été particulièrement modérée en 2010, en particulier les dépenses d'assurance maladie qui ont crû de 2,7%), mais d'un effondrement des recettes dû à la crise.

« La crise a privé la Sécurité sociale de 15 Milliards d'€ en 2010 », selon les termes mêmes du ministre François Baroin. Malgré la reprise de la croissance qui explique le redressement des comptes, le produit intérieur brut retrouverait à peine fin 2011, son niveau de 2007, selon le secrétaire général de la Commission.

La réponse aux besoins de financement de la Sécurité sociale passe donc par une relance des salaires et de l'emploi et non par des pressions sur les dépenses.

Le Gouvernement se félicite de la croissance très faible des dépenses d'assurance maladie. L'ONDAM (objectif national des dépenses d'assurance maladie) fixé par la loi de financement de la Sécurité sociale 2010 a été respecté pour la première fois depuis 1996. Le Gouvernement y voit un succès de sa politique de « maîtrise médicalisée » des dépenses. La CGT ne partage pas cet optimisme.

Nous assistons à une véritable explosion des dépassements d'honoraires, tandis que les inégalités d'accès aux soins, allant jusqu'à la renonciation pure et simple aux soins, vont croissant.

Le dépassement de 450 M€ de l'objectif pour les établissements de santé témoigne d'une pression extrêmement forte sur l'hôpital public. Les effets de la réforme régressive des retraites de 2010 ne se font pas encore sentir, puisque le premier recul de 4 mois de l'âge de la retraite aura lieu au 1er juillet 2011. Le rapport de la Commission des comptes estime à 100.000 la diminution des départs en retraite qui sera provoquée en 2011 par cette mesure.

On ne peut passer sous silence l'augmentation très importante du nombre de chômeurs de plus de 50 ans : selon Pôle emploi, leur nombre a augmenté de plus de 50% depuis 2008, une grande partie de ces chômeurs étant des chômeurs de longue durée. Cette situation ne pourra qu'être aggravée par la réforme.

Dans ce cadre, une réforme de fond du financement de la Sécurité sociale, telle que celle proposée par la CGT est indispensable. Elle implique en particulier de remettre en cause d'urgence les exonérations de cotisations sociales, en particulier les exonérations d'heures supplémentaires de la loi TEPA : aujourd'hui, les heures supplémentaires déclarées représentent plus de 400.000 emplois. Rappelons par ailleurs que la fameuse prime liée aux dividendes, est totalement exonérée de cotisations sociales.

Journées d'étude de l'été

30 et 31 août 2010

inscrivez-vous



Comme chaque année, l'UD organise deux journées d'étude à L'UD-CGT (76, rue St-Désiré à LONS)

Lundi 30 Août 2010 et Mardi 31 Août 2010 - de 9 H à 16 H 30

Le repas sera pris en commun le midi, les frais de déplacement peuvent être pris en charge par l'UD. Les thèmes seront définis prochainement. Ils intégreront les questions d'actualité, afin de préparer les dossiers qui arriveront à la rentrée, et approfondir les dossiers en cours. : Ces journées seront l'occasion d'approfondir certains dossiers, de débattre ensemble, et de passer un moment agréable avant la rentrée !

Pour une bonne organisation, inscrivez vous auprès de l'UD :
Tél : 03.84.24.43.65 – Fax : 03.84.24.01.39 – Courriel : ud39@cgt.fr



FORMATION Vie Syndicale

10 et 11 octobre 2011 - UL de St-Claude

Ce stage s'adresse à tous les militants de la CGT (secteur Privé) qui ont déjà suivi la formation syndicale niveau 1 au minimum.

OBJECTIFS DU STAGE :

Donner les outils pratiques aux principaux militants des syndicats et des Unions Locales pour faire fonctionner une section ou une UL.

2 jours, 4 thèmes :

- Organiser au mieux un syndicat ou une section.
- Comment faire vivre une section syndicale : fonctionnement démocratique, tenir une assemblée, une réunion, les adhésions, la trésorerie, le cogitiel, le cogetise, ...
- la loi sur la représentativité et son incidence,
- Organiser les élections : le protocole, les listes, la désignation des mandatés (RS, DS,...)

Demandes d'absence à faire à l'employeur un mois avant (modèle ci-dessous), donc au plus tard le 10 septembre 2011.

Coût du stage à la charge de chaque syndicat : frais pédagogiques : 50 € + Repas 22 €. En cas de difficultés de financement, nous contacter. Les repas du midi sont pris en commun.

Demande absence stage syndical

NOM Prénom :

ADRESSE :

Monsieur le Directeur

Le

Lettre recommandée avec AR

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous demander l'autorisation de m'absenter de l'entreprise du au en vue de participer à un stage de formation syndicale conformément aux dispositions de l'article L.3142-7 du Nouveau Code du Travail (ancien article L 451.1 du Code du Travail).

Vous voudrez bien prendre les dispositions pour assurer ma rémunération durant ce stage, sur les fonds du 0,08 pour mille de la formation professionnelle de l'entreprise (article R.3142-1 du Nouveau Code du Travail).

Je vous précise qu'il s'agit d'une session organisée par « la Formation syndicale CGT », centre agréé à dispenser cette formation par l'arrêté du 20 décembre 2010, publié au Journal Officiel le 26 décembre 2010.

Dans l'attente d'une réponse favorable de votre part,

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

(signature)

Partenaire



TOURISTRA
Vacances

Partenaire privilégié de l'ANCOV TT

Des vacances pour tous

Générosité

Partage

Loisirs

Animation

Balades

Convivialité

Solidarité

Source : Touristavacances, Agence de voyage U. 02.31.80.11



Associations et collectivités,
contactez votre attaché commercial Touristra Vacances :
Départements 01 • 21 • 25 • 39 • 70 • 71 • 90

Nicolas Magnet : Tél. : 06 07 63 64 61 // magnet@touristavacances.com
Assistante : Karine Allibelly : Tél. : 01 72 41 75 61 // lyon@touristavacances.com
Agence commerciale Touristra Vacances : 3 place Bellecour • 69002 Lyon

www.touristavacances.com

Pour tous, réservations au **0890 567 567** (S.V.T. 0114)



quand, quoi
où, qui

2011

Quand ?	Quoi ?	Où ?	Qui	
30 et 31 août 2011	Journées d'étude de l'UD	LONS	Tous les militants intéressés	<i>Journées d'étude de fin d'été de l'UD. Plusieurs thèmes d'actualité.</i>
6 et 7 octobre 2011	Formation des conseillers du salarié	LONS	Les militants conseillers du salarié	<i>Connaitre les fonctions et le rôle des conseillers du salarié, pour assurer au mieux l'assistance des salariés menacés de licenciement</i>
10 et 11 octobre 2011	Formation Loi sur la représentativité et vie syndicale	St Claude	Les responsables de syndicats et des UL.	<i>Connaitre la loi sur la représentativité et ses conséquences, les élections, le fonctionnement d'un syndicat.</i>
21 octobre 2011	Prévention des Accidents du Travail et des Maladies Professionnelles	LONS	Tous les militants intéressés	<i>Thème : La circulation dans l'entreprise Journée animée par un ingénieur de la CRAM</i>
2 au 4 novembre 2011	Formation PRUDIS	LONS	Les conseillers prud'hommes et les défenseurs syndicaux	<i>Première partie de la troisième session de formation des élus prud'hommes.</i>
14 au 18 novembre 2011	Formation des membres des CHS-CT	LONS	Les membres des CHS-CT public et privé.	<i>Formation des élus CHS-CT pour connaitre les droits et le rôle des CHS-CT.</i>

LE SMIC A 1700 €

